

Maintenir le Parlement bourgeois en ce moment est un anachronisme qui pourrait être funeste. Le Parlement démocratique est une institution qui correspond à l'étape antérieure au 19 Juillet. Ni par sa composition, ni par son esprit, il ne peut correspondre aux nécessités révolutionnaires du moment présent. Ce n'est pas le Parlement qui peut forger la nouvelle société mais une Assemblée Constituante qui jette les bases de l'Espagne de l'Union des Républiques Socialistes, libre de l'oppression des gros propriétaires terriens et des capitalistes.

Les représentants de cette nouvelle assemblée ne peuvent être élus par le système du suffrage universel, survivance du régime démocratique bourgeois, mais par les ouvriers, les paysans, les combattants, représentés par les comités de fabriques et d'ateliers, les assemblées paysannes, et les délégués du front. C'est de cette assemblée que doit surgir la nouvelle structure socialiste du pays et le Gouvernement Ouvrier et Paysan, qui représentera la volonté surgie des masses qui luttent contre le fascisme, versant leur sang non pas pour la République démocratique, mais pour une société libre de l'exploitation capitaliste.

Le Comité Central Amplifié du P. O. U. M. estime finalement comme condition indispensable pour la victoire du prolétariat et la garantie de la révolution, une vaste et profonde démocratie ouvrière qui garantisse la révolution contre toute tentative d'hégémonie dictatoriale de la part d'un parti où

Résolution Internationale

1) Dans une période de crise mondiale du capitalisme—crise chronique et définitive de tout le système—et de maturité des conditions objectives de la révolution, ce qui a triomphé dans les différents pays, sauf en Russie, est la contre-révolution. Dans une situation où l'unique sortie progressive est le socialisme, le fascisme s'est imposé partout. La cause immédiate de cette-révolution il faut la chercher, non seulement dans l'échec complet de la démocratie bourgeoise qui a été dépassée par les nécessités sociales et la volonté d'émancipation des grandes masses populaires, échec, qui a abouti à une régression sociale, mais aussi dans l'échec non moins retentissant du socialisme réformiste et dans l'impuissance du communisme officiel, dégénéré et bureaucratique, pour conduire le prolétariat à la révolution. Par conséquent, les démocraties bourgeoises ont échouées comme régime social, et les II° et III° internationales comme instrument pour l'émancipation révolutionnaire des masses ouvrières.

2) Tout nous permet d'espérer que la révolution espagnole, commencée en décembre 1920 et avril 1931, et qui, comme conséquence de la contre-révolution fasciste, a pris tout son développement, est venue clore la période des grandes déroutées du prolétariat international et de victoires du fascisme. Notre révolution est éminemment prolétarienne et socialiste et comme telle internationaliste. Elle constitue en même temps un nouveau maillon de la chaîne révolutionnaire. Elle commence une nouvelle étape de la révolution prolétarienne mondiale.

3) La guerre civile déchaînée en Espagne entre le socialisme et le fascisme, dépasse le cadre national. L'Espagne s'est convertie en un centre international de la lutte de classe, du combat à mort qui se livre entre la bourgeoisie et le prolétariat. Au côté de la bourgeoisie espagnole se trouve la bourgeoisie de tous les pays; au côté du prolétariat espagnol se trouve le prolétariat du monde entier. Nous saluons avec émotion la présence dans nos rangs des combattants révolutionnaires des autres pays et la solidarité du prolétariat international qui nous aide à remporter la victoire en Espagne, travaillant ainsi pour la révolution mondiale. C'est dans ce sens que nous nous levons énergiquement contre tous ceux qui au dedans et au dehors de l'Espagne proclament que notre lutte a pour but la défense de la République démocratique et par cela contribuent à désarmer politiquement et idéologiquement la classe ouvrière.

d'une organisation déterminée. A cette fin il croit absolument indispensable que les comités de fabriques et d'ateliers soient élus directement dans les assemblées générales des ouvriers de ces mêmes fabriques ou ateliers, que les syndicats se réunissent en assemblée commune et que dans une large discussion toute la classe ouvrière participe activement et directement dans la discussion et la résolution de tous les graves problèmes que la guerre et la révolution posent devant le pays.

Les consignes fondamentales du moment sont donc:

«DISSOLUTION DU PARLEMENT BOURGEOIS.»

«ASSEMBLEE CONSTITUANTE, DE DELEGUES DES COMITES DE FABRIQUES ET D'ATELIERS, REPRESENTANTS DES PAYSANS ET DELEGUES DU FRONT.»

CHIFFRE

«GOVERNEMENT OUVRIER ET PAYSAN. DEMOCRATIE OUVRIERE.»

4) Tandis qu'Hitler et Mussolini ainsi que le capitalisme mondial appuyaient activement dès les premiers moments le fascisme espagnol soulevé en arme, l'Internationale Ouvrière Socialiste et la Fédération Syndicale Internationale ainsi que les gouvernements ayant des participations socialistes se proclamaient neutres. Dans de telles circonstances cette neutralité est une véritable trahison des intérêts du prolétariat et du socialisme. Cette attitude démontre une fois de plus l'échec du socialisme réformiste et que sa politique favorise uniquement la réaction fasciste. Nous invitons le prolétariat international à lutter activement contre la politique de neutralité et à nous apporter, par dessus la tête des chefs félons, un appui chaque jour plus efficace et révolutionnaire.

5) Le Gouvernement soviétique s'est associé durant les deux premiers mois de la lutte, à la politique de neutralité, permettant ainsi la résistance et les avances du fascisme espagnol. La pression des masses ouvrières et le danger de voir se renforcer les positions du fascisme dans toute l'Europe et particulièrement en Allemagne, conséquence d'une victoire possible du fascisme espagnol, ont provoqué un changement dans l'attitude du Gouvernement soviétique.

Nous saluons avec joie l'appui du peuple russe et nous lui disons que fidèle à notre attitude traditionnelle, nous restons en permanence l'arme au bras, prêts à courir à son aide à tout moment contre les attaques éventuelles de la bourgeoisie mondiale. Mais nous devons proclamer ici même que nous sommes disposés à empêcher, par tous les moyens en notre pouvoir, qu'en échange d'un appui matériel l'on prétende contrôler ou monopoliser la direction du prolétariat espagnol pour d'autres fins qui ne soient pas les siennes propres: celles de son émancipation révolutionnaire. Nous réaffirmons que le meilleur moyen d'aider et de défendre le prolétariat soviétique consiste à faire triompher la révolution espagnole et impulser la révolution internationale.

6) Une opinion très répandue en Espagne et à l'étranger prétend démontrer que la guerre civile espagnole peut déterminer le déchainement d'une nouvelle guerre impérialiste mondiale. Nous nous dressons contre cette imposture. La guerre impérialiste, si elle se produit, sera la conséquence des contradictions du régime capitaliste et des rivalités entre états et groupes d'états impérialistes. L'unique manière d'en finir avec la guerre consiste à en finir avec le régime qui l'engendre: avec le régime capitaliste. Luttant pour le triomphe de la révolution socialiste, le prolétariat espagnol lutte avec efficacité pour la paix. La cause de la paix s'identifie par conséquent avec la

cause de notre révolution qui poursuit la destruction du capitalisme et le triomphe du socialisme. Comme Lenine durant la guerre et après la révolution russe, nous proclamons devant le prolétariat mondial la nécessité de lutter révolutionnairement contre la guerre impérialiste et, si la guerre impérialiste éclate, de la transformer en guerre civile, en insurrection armée.

Les gouvernements de France et d'Angleterre, apeurés devant le rayonnement international de la révolution espagnole prétendent l'étrangler au moyen d'un armistice ou pacte avec les fascistes. La Société des Nations qui s'est montré incapable, dès sa fondation, de faire respecter le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et qui n'est rien de plus qu'une organisation de sauvegarde des intérêts capitalistes, fait sienne la proposition des gouvernements franco-britannique. Nous nous dressons énergiquement contre cette tentative d'étranglement de la marche de la révolution en Espagne.

8) Le prolétariat, pour vaincre, a besoin de partis révolutionnaires, soumis à une discipline internationale. Ceci pose le

Résolution Municipale

Avec la Révolution l'heure est venue où la Commune (Municipio) ibérique doit prendre le caractère d'organisme représentatif des intérêts de la collectivité.

Elle avait perdu ce caractère au temps de la monarchie, des prêtres et des grands propriétaires terriens, — surtout depuis la constitution de Cadix (1812) — et sous la République bourgeoise.

La force créatrice du prolétariat a détruit la Commune livrée au Cacique et au percepteur pour inaugurer la nouvelle Commune cellule de la nouvelle société socialiste.

La fonction de la Commune, dans le processus de collectivisation, est surtout de mettre en lumière le caractère du travail que les syndicats ont à réaliser dans notre Révolution.

Le Comité Central décide que le Comité Exécutif du P. O. U. M. convoquera en conférence les conseillers municipaux du Parti, pour rédiger des conclusions provisoires concernant leur action, conclusions qui vaudront jusqu'au prochain Congrès du Parti, et seront discutées sur les bases suivantes:

1. La Commune doit représenter l'aspect caractéristique de la démocratie ouvrière.

2. La Commune doit être l'organisme économique de la communauté.

3. L'intervention de la Commune dans le processus de socialisation doit se caractériser par la municipalisation de tous les services publics et des activités industrielles qui ne sont pas susceptibles d'être organisées sur un plan plus large.

4. Favoriser dans la mesure où elles ne répondent pas aux nécessités de l'économie socialiste, la disparation des petites communes, en constituant des associations de production.

Résolution Syndicale

Après un examen approfondi de la politique syndicale à suivre par le Parti dans les nouvelles conditions créées par la Révolution, le Comité Central constate:

a) Que les syndicats ont perdu leur caractère d'instrument de lutte sur le terrain économique contre le capitalisme.

b) Qu'ils se sont transformés en organismes à travers lesquels se forme en réalité, la nouvelle structure économique.

problème de l'Internationale révolutionnaire. Cette Internationale n'existe pas. La II° et la III° Internationales ne sont et ne peuvent être l'instrument de la Révolution mondiale. La IV° internationale fondée par Trotski ne peut pas l'être non plus à cause de son caractère sectaire. Les circonstances historiques ont converti notre pays en centre actuel de la lutte révolutionnaire mondiale, et notre parti en avant-garde de cette lutte et en point de convergence des partis et groupes marxistes indépendants de différents pays. La conférence internationale tenue en octobre dernier à Bruxelles a confié à notre Parti, d'accord avec le Bureau d'Unité Socialiste Révolutionnaire, la charge de convoquer à Barcelone une conférence internationale des partis socialistes et communistes indépendants, afin d'analyser les événements et d'impulser les forces pour la future organisation d'une internationale réellement révolutionnaire. Notre parti se dispose à remplir dignement cette mission, d'accord avec le Bureau de Londres, conscient que la révolution espagnole a pour mission d'impulser la Révolution internationale au moyen de la destruction du capitalisme et la réalisation du socialisme.

c) Qu'ils n'ont pas perdu encore le caractère d'instrument au service de la lutte de classe.

Sur les bases de ces caractéristiques fondamentales le Comité Central décide:

1. Nommer un secrétariat syndical.

2. Organiser localement et par industrie les fractions syndicales.

3. Se maintenir dans l'U. G. T. et y accélérer l'entrée des anciens syndiqués de la F. O. U. S.

4. Rendre le plus démocratique possible le régime de l'U. G. T., organiser toutes les assemblées possibles et dans le cas contraire les exiger.

5. Accélérer le processus de collectivisation en fédérant dans chaque localité les entreprises collectivisées d'une même industrie, afin de centraliser la production et la vente comme étape transitoire vers la socialisation.

6. Nommer un Comité d'Etude Economique ayant pour but d'orienter les tâches à réaliser dans la nouvelle phase économique.

7. Rendre publique la politique économique réformiste des actuels dirigeants de l'U. G. T., et lutter pour l'indépendance de l'organisation syndicale.

8. Utiliser les conditions actuelles favorables à l'unité syndicale pour accélérer la fusion en une seule centrale syndicale, dans ce but entreprendre une campagne d'agitation et de propagande, proposant comme phase transitoire la création de liaison entre les fédérations locales de l'U.G.T. et de la C.N.T., ainsi que la tenue d'assemblées communes, afin de préparer les conditions favorables à un Congrès de fusion.

9. Accélérer le rythme de la production dans toutes les industries qui travaillent pour la guerre.

Résolution Agricole

Les représentants délégués au Comité Central, après une discussion générale, tenant compte de la situation actuelle du prolétariat et particulièrement des difficultés que rencontre la masse paysanne dans sa recherche d'une formule qui lui permette de sortir de sa situation actuelle, — faute d'éléments qui puissent la guider dans ces moments difficiles et par suite de la politique réformiste et contre révolutionnaire de certains éléments du P. S. U. C. et de l'U. G. T., ainsi que des mesures prématurées de collectivisation imposées par quelques syndicats de la C. N. T. — prennent les résolutions suivantes, afin d'en terminer le plus rapidement possible avec un état de choses